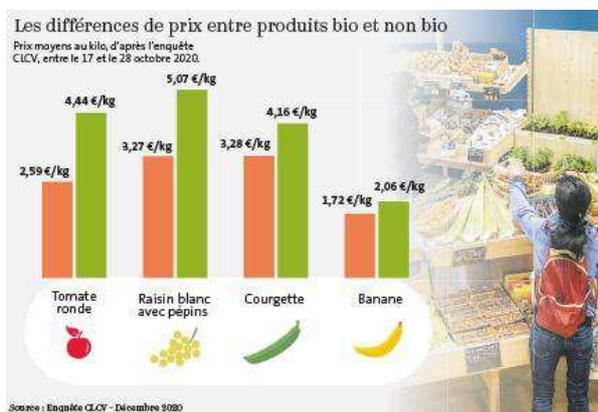


Publié le 14 décembre 2020 à 06h00

## Bio : le prix au centre des débats sur la relance



La tomate ronde ou la pomme sont 70 % plus chères que les produits non bio, selon l'étude CLCV. (Photo François Destoc)

Lecture : 2 minutes.

**Alors que l'alimentation bio pourrait faire l'objet d'une politique plus volontariste en direction des plus modestes, la question du prix pose problème. Une enquête de la CLCV pointe des écarts excessifs avec le conventionnel.**

Afin de renforcer la relance de l'économie, le centre de réflexion Terra Nova, classé à gauche, propose un « chèque vert » de 300 euros par an, versé aux ménages les moins aisés et dédié à l'achat de produits bénéfiques pour l'environnement. Sont ciblés : l'alimentation bio, les produits locaux, les réparations d'objets et ceux répondant aux meilleurs critères énergétiques. La mobilité durable serait aussi concernée.

Le dispositif, qui rejoint celui proposé en mai dernier par le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, serait concentré sur les personnes gagnant jusqu'à 1,6 Smic. Ce chèque serait ainsi distribué à environ 15 millions de bénéficiaires pour un coût total de 4,5 milliards d'euros, selon les calculs de Terra Nova.

« En sécurisant la demande, un tel chèque donnerait de la visibilité à l'offre de produits durables sur leurs débouchés, stimulerait les investissements locaux et contribuerait à transformer les circuits de distribution en s'appuyant sur les commerces de proximité », précise la note. Si la crise affecte en particulier le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes, le ministre des Finances Bruno Le Maire s'oppose à ce type de mesure, jugeant que le chômage partiel contribue déjà au soutien à la consommation. Pour autant, « la question du pouvoir d'achat ralentit la généralisation de l'alimentation bio en fruits et légumes », estime Lisa Faulet, chargée de mission de la CLCV (Consommation Logement Cadre de vie). Publiée ce lundi, une enquête de l'association de consommateurs révèle des écarts de prix importants entre les fruits et légumes bios et conventionnels. Ses bénévoles ont réalisé une enquête fin octobre dans

370 points de vente (hypers/supermarchés et magasins spécialisés bio) répartis dans 34 départements.

### **Des fruits et légumes 44 % plus chers**

Il en ressort que les fruits et légumes bio sont en moyenne 44 % plus chers que ceux conventionnels. La tomate ronde ou la pomme sont 70 % plus chères que les produits non bio. Pour autant, la banane bio n'est que 20 % plus chère en moyenne. « Les écarts de prix, sans relation avec les coûts de production, rendent certains produits bio inaccessibles aux familles les plus modestes »,

juge Lisa Faulet. D'autant que les fruits et légumes bio ne sont pas meilleur marché dans les grandes surfaces : leur prix moyen atteint 3,71 € en Grandes et Moyennes Surfaces (GMS), contre 3,48 dans les magasins spécialisés. « Nous recommandons aux consommateurs de privilégier la vente en circuits courts, qui réduit les intermédiaires et les marges et donc, souvent, les prix de vente », conseille la CLCV.

